



Samedi 7 novembre 2020

Yann BOISSIERE, Rabbin – MJLF

*et Laurent MAHIEU, Secrétaire général – CFDT CADRES – Membre de la CONFEDERATION
NATIONALE CFDT CADRES*

***Peut-on considérer que la cohésion sociale aujourd'hui est mise à mal ?
Quelles solutions ? Quels moyens ?***

Dans son ouvrage *l'Archipel français*, paru en pleine crise des gilets jaunes, Jérôme FOURQUET décrit une société française fracturée, morcelée en plusieurs petites France qui vivent désormais face à face et non côte à côte.

La cohésion sociale est mise à mal sur bien des plans. Les divisions de cette dernière décennie autour du mariage pour tous ou de la PMA, les contestations sociales, la fracture numérique, territoriale, scolaire ou plus récemment du conflit culturel lié aux caricatures témoignent d'une France fissurée à la recherche de cohésion sociale. Pour rappel, selon le ministère de l'Intérieur, 150 quartiers sont sous emprise islamiste laissant peu de perspectives aux jeunes de ces mêmes quartiers. Parallèlement, le nombre de citoyens sous le seuil de pauvreté augmente fortement atteignant récemment 10 millions de Français. Face à de tels chiffres, la cohésion sociale apparaît comme vulnérable.

De la crise des gilets jaunes, à celle du Covid-19, en passant par les grèves de la RATP et de la SNCF pendant la réforme des retraites, cela fait 2 ans de tensions et de perturbations : la fracture sociale s'étire de plus en plus.

Peut-on considérer que la cohésion sociale est aujourd'hui mise à mal ?

Le lien social peut-être apprécié comme un curseur entre **deux dimensions différentes** qui aujourd'hui divergent et entre lesquelles l'individu se retrouve écartelé :

→ Les institutions politiques qui créent de l'unité, de la verticalité, du sens, une identité : c'est le rôle de l'État qui a pour mission de réunir les citoyens autour de son histoire, ses lois, ses valeurs.

→ Les marchés économiques et financiers qui favorisent l'horizontalité et d'une certaine manière contribuent à l'affaiblissement des structures traditionnelles dont l'État.

Aujourd'hui, ces deux dimensions sont divergentes. On vit une globalisation de tous les biens tout en habitant des États-nations qui sont supposés être à l'origine du lien social.

Avec les nouvelles technologies, nous pouvons vivre dans un pays mais être tourné vers des mondes différents, à des milliers de kilomètres de chez nous. À ce sujet, le président Barack OBAMA donnait un exemple très pertinent : un enfant au Kenya muni d'un simple outil de communication peut-être en lien permanent avec l'occident sans pour autant avoir accès aux mêmes opportunités qu'un jeune français. À l'heure de la mondialisation et des inégalités d'accès aux ressources économiques, les racines des individus semblent plus opaques qu'autrefois. Il est possible d'affirmer qu'un cadre parisien aisé se reconnaît davantage dans un cadre new-yorkais qui partage sa situation économique et sociale que dans un agriculteur du Lot qui pourtant est né et a grandi en République française.

La fragmentation des récits fait le lit de l'affrontement social : avant on faisait la promotion d'un universalisme qui prétendait rassembler sous ses idéaux. Ce récit s'effrite également et nous essayons de le remplacer par d'autres, plus clivants, qui divisent la population

La notion de « peuple », très à la mode chez certaines personnalités politiques est plutôt controversée car elle suppose une interprétation plus restreinte du mot « peuple », qui inclut seulement les couches les plus pauvres, les moins participantes. Aujourd'hui, on réduit le mot « peuple » afin de l'opposer aux « élites ». C'est assez imprécis et très excluant, notamment pour les classes moyennes, qui ne se sentent appartenir à aucune catégorie et sont souvent laissées de côté, ne pouvant porter leurs revendications.

La désintégration de la gauche, qui a déserté son électorat populaire, est également un élément clé de ces divisions : la gauche ne porte plus un discours autour de la lutte des classes mais se concentre sur quelques enjeux sociétaux bien précis, sans porter un projet global de société.

Élément capital : nos sociétés sont confrontées une impasse spirituelle : Cultiver la spiritualité signifie également se donner une distance par rapport à soi-même. L'instantanéité permanente de notre société, notamment encouragée par les réseaux sociaux et les chaînes en continu va à l'encontre de cette notion « essentielle ». Pourtant, une réflexion sur soi permettrait à chacun de gagner en esprit critique et nuancerait les pulsions sociales dans leur ensemble. Albert CAMUS déclarait « *Un homme, ça s'empêche* ». Les racines latines *cultura animi* : parlent d'elles-mêmes : *se maîtriser soi-même et penser soi-même*.

Parallèlement, l'engagement ne dure plus. C'est en cela que le rôle des syndicats et des associations est important afin de permettre aux citoyens d'avoir des expériences diverses, et montrer que l'on peut changer les choses, quel que soit notre combat.

Le Zapping spirituel qui découle des réseaux sociaux est néfaste pour notre cohésion sociale. Seules les religions restent attachées à la régularité dans le temps. Si les croyances et les pratiques religieuses ont tendance à diminuer, ce sont encore des endroits où l'on cultive la Conscience.

Cette impasse spirituelle pose la question de notre capacité à réfléchir par nous-même : C'est par l'émancipation individuelle que les citoyens peuvent s'extraire des déterminismes sociaux, culturels et religieux. Le contexte actuel décrit des réalités bien différentes : une grande partie des Français n'a plus confiance en la capacité de la République à améliorer leur qualité de vie.

On le constate d'un point de vue démocratique, ce constat est sans appel : l'abstention a atteint la barre des 50% lors de plusieurs scrutins, ce qui témoigne de cette fracture et de ce manque de confiance.

Nous pouvons également nous en rendre compte par le niveau du taux de chômage en France, qui était de 8% avant la crise sanitaire mais qui a explosé depuis. Comment avoir confiance en l'avenir ?

Par ailleurs, l'affaiblissement de certains territoires au profit de grandes métropoles alimentent la fracture « villes-campagnes » entre ceux qui réussissent et ceux qui manquent d'opportunités.

Le problème fondamental n'est-il pas le manque de leaders ? Certains diront que nous avons les leaders que l'on mérite mais il est probable que ce soit l'écosystème politique lui-même qui ait changé. N'assistons-nous pas plutôt à une **crise de la représentativité**.

Évidemment, nous n'avons pas un De Gaulle par génération, mais le manque d'autorité se traduit par un refus de respecter le leadership. Nous l'avons constaté lors de la crise des Gilets Jaunes où les membres ne souhaitaient pas être représentés. Cette crise de la représentativité se traduit dans les urnes, à l'école, dans la police, dans la famille et dans les mouvements sociaux. Le « *not in my name* » se développe et a des conséquences sur la cohésion sociale. Les chiffres de la confiance envers le gouvernement français sont d'ailleurs très faibles : au plus fort de la deuxième vague de COVID, seulement 35% des Français font confiance au gouvernement pour appréhender cette crise.

Quelles sont les solutions et moyens déployés pour renouer avec la cohésion sociale ?

Au niveau d'une nation, la réponse la plus efficace reste l'éducation. « *Les lumières, professeur, ne sont pas éteintes* » a déclaré le Président de la République le 21 octobre 2020 en hommage à Samuel PATY, professeur assassiné pour avoir enseigné la liberté d'expression.

L'éducation et la jeunesse sont le cœur de la cohésion sociale de demain : Par ailleurs, l'entente entre les professeurs et les parents est essentielle pour la construction des élèves. Il faut associer les parents, vecteurs de la socialisation primaire, à l'acte éducatif.

Enfin, il nous faut avoir recours à une intelligence rationnelle pour apprendre à nos concitoyens l'altérité. On vit dans un ensemble d'injonctions culturelles et d'instantanéité. En prenant le temps de parler, de développer un discours argumenté, nous arriverons à construire ensemble une société apaisée et respectueuse où le débat contradictoire prime sur le conflit permanent. Dans notre société, nous manquons de rêves, d'aspiration à porter ce qui nous rassemble.

LE CEPS REMERCIE LES PARTENAIRES DES CLUBS LES FENETRES DU DIALOGUE & COHESION SOCIALE

AIRFRANCE

HEC
DÉBATS



Place au
Débat!

Les Déterminés

DE GAULLE
FLEURANCE
& ASSOCIÉS
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

GA
GROUPE ADAMING
BY ANAMELAD

AG2R LA MONDIALE

CARTE
BLANCHE
Partenaires